

I. Brève histoire de l'Iran

Si on veut faire l'histoire sur le temps long de la région iranienne, il nous faudrait bien plus qu'un article. Nous passons ainsi sur l'essor de la cité de Suse et de la Susiane à partir du cinquième millénaire avant Jésus-Christ, sur la formation de l'Empire achéménide (VI^e siècle jusqu'aux conquêtes d'Alexandre III dit le Grand), sur les Parthes, les Sassanides et j'en passe. La dynastie Kadjar, qui gouverne l'Etat Sublime de Perse depuis 1786, subit un coup d'état en 1921. Reza Chah Palavi a commandé la Brigade cosaque persane, la garde royale iranienne, après le retrait des officiers russes suite à la révolution de 1917. Il organise un coup d'état, et se fait reconnaître premier ministre, puis dirige l'Etat Impérial d'Iran, en modernisant les institutions, les infrastructures, l'économie, l'armée, en ouvrant la première université en 1934, en interdisant le port du voile et en forçant les Iraniens à se vêtir à l'occidentale. Il se range du côté de l'Axe et est destitué par les puissances occidentales en 1941. Le fils passe alors un accord avec les Alliés, mais après la guerre vient la crise irano-soviétique, opposant les deux camps sur l'indépendance de deux régions : la république de Mahabad des Kurdes, et le gouvernement populaire d'Azerbaïdjan, rapidement abandonnés. Le Pacte de Badgad est signé en 1955, consacrant l'alliance militaire avec les Etats-Unis.



Manifestations anti-régime en 1978.

Pourtant, malgré les développements économiques, l'autoritarisme de l'Etat entraîne une révolution. Le Shah abdique, et le 1er avril 1979, un référendum consacre l'avènement de la République Islamique. Les Gardiens de la Révolution, mouvance très religieuse, récupèrent la plupart des pouvoirs. L'ayatollah Khomeini devient le Guide de la Révolution, remplacé après sa mort en 1989 par l'ayatollah Ali Khamenei, encore en poste aujourd'hui. Après une série de purges et de crises diplomatiques importantes, notamment avec les Etats-Unis avec une prise d'otages dans l'ambassade américaine, l'Irak, soutenue par le camp occidental, tente de récupérer une partie des ressources pétrolières de l'Iran pendant huit années de guerre, qui verront l'usage d'armes chimiques par l'Irak, et l'utilisation d'adolescents volontaires de la mort pour des attaques-suicides du côté de l'armée des Gardiens de la Révolution. La question du nucléaire iranien empoisonne depuis les relations, notamment à partir de 2006 où les menaces du nucléaire iranien ont entraîné des sanctions économiques et un embargo qui a accentué la déshérence économique du pays. Aujourd'hui, le pays de plus de 80 millions d'habitants possède une des plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel de la planète, et sort peu à peu de l'isolement diplomatique et économique ayant résulté des antécédents avec les Etats-Unis. Mais il reste beaucoup à faire.



Une carte de l'Iran. Le Golfe Persique, où transite le pétrole, est d'une importance économique vitale.

II. Des dossiers difficiles

On connaît évidemment aujourd'hui l'Iran comme étant un acteur incontournable du Moyen-Orient. Rival invétéré de l'Arabie Saoudite sunnite, les deux pôles de la région sont très fortement antagonistes. Leurs relations diplomatiques ont été interrompues en 2016, et les dossiers de friction ne manquent d'ailleurs pas :

- La rivalité historique, entre des Sunnites alliés aux Etats-Unis et des Chiïtes ayant fait le choix inverse en 1979, sans compter les financements saoudiens pour l'Irak durant la guerre de 1980-1988.
- [La lutte contre Daesh](#), où les acteurs sont multiples, mais où l'Iran accuse l'Arabie Saoudite d'avoir dans les dernières années financé en partie les terroristes sunnites au sein de l'état à majorité chiïte qu'est l'Irak.
- [L'intervention du Hezbollah](#), milice chiïte libanaise, en Syrie et en Irak, vue comme un proxy de l'Iran par l'Arabie Saoudite, et qui a notamment soutenu militairement le régime chiïte de Bachar al-Assad, et occupe politiquement le Liban.
- [Le dossier yéménite](#), où une coalition, menée par l'Arabie Saoudite elle-même, attaque les révoltés Yéménites. Or, l'Arabie Saoudite accuse l'Iran de soutenir les rebelles et de leur fournir armes et matériel, là où l'Iran accuse l'Arabie Saoudite de mener une guerre d'intervention injustifiée, de participer aux crimes de guerre et d'être responsable des morts civils. Lorsque les rebelles chiïtes Houthis envoient des missiles vers la capitale de l'Arabie Saoudite en novembre, en décembre, et le 5 janvier dernier, l'Arabie Saoudite accuse l'Iran de les soutenir financièrement et militairement.
- *L'Iran Nuclear Deal*, ou *Joint Comprehensive Plan of Action*, l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 avec l'ONU, l'Union Européenne et les Etats-Unis, et qui a mis fin à l'isolement diplomatique et économique, est récemment remis en question par le président nouvellement élu, Donald J. Trump. Après des dizaines d'années de mise au ban économique des Nations-Unies et en premier chef des Etats-Unis, et face au danger nucléaire iranien, un accord a été finalement trouvé sous la présidence de Barack Obama, réchauffant les relations, et restaurant peu à peu les échanges commerciaux en allégeant les sanctions. Mais les menaces de Donald Trump de se retirer de l'accord sont réelles.
- Pour finir ce panorama, sans compter la question des exécutions capitales et des droits de l'homme, et la question israélienne, notamment avec les liens supposés entre l'Iran et le HAMAS, et le rejet de l'état d'Israël depuis 1979 malgré les bonnes relations antérieures, assorti de discours négationnistes et antisémites, des manifestations contre le régime se sont tenues entre le 28 décembre et le 1er janvier 2018. Les sources sur place mentionnent des milliers d'arrestations, et les sources officielles 25 morts.



L'accord sur le nucléaire iranien en 2015 : John Kerry pour les Etats-Unis, Laurent Fabius pour la France, mais aussi la Chine, l'Allemagne, l'Union Européenne, la Russie, et la Grande-Bretagne, sans compter l'Iran, évidemment.

III. La réponse du président de la commission

Ces dossiers ont été inévitablement rappelés par les députés, avant l'allocution et au moment des questions. L'Union Européenne a rappelé qu'elle était en parfaite concordance avec les accords pris sur le nucléaire iranien, et consacre son soutien à ce traité, augurant d'une Europe qui s'éloigne un peu plus des décisions parfois unilatérales des Etats-Unis de Donald Trump. Le président de la commission a proclamé sa totale innocence vis-à-vis des allégations de volonté d'obtenir des armes chimiques, et a rappelé que ses missiles balistiques étaient la garantie de l'intégrité de son territoire, intégrité qui avait été menacée en 1980 par la guerre avec l'Irak de Saddam Hussein, et qui est aujourd'hui, d'après lui, menacé par ses voisins et rivaux, et en premier chef l'Arabie Saoudite.



Le conflit Iran-Irak, qui a fait selon les estimations entre 500 000 et plus d'un million de morts, civils inclus.

Son intervention a porté très fortement sur le conflit yéménite, où il a notamment dénoncé l'ambivalence des positions occidentales vis-à-vis de l'Iran et de l'Arabie Saoudite. Là où on condamne les armes de l'Iran, on voit les liens économiques militaires entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, malgré le soutien de ces derniers aux mouvances terroristes sunnites ces dernières années. De même, les milices et le Hezbollah ont combattu en première ligne face à Daesh, contribuant en partie à la victoire. Enfin, les manifestations sont pour lui semblables à celles en France ou en Belgique en terme de répression. Il a rappelé que les policiers sont sans armes, et qu'une centaine a été blessée et passée à tabac par les manifestants. Il a ainsi précisé que les manifestations étaient possibles en Iran, et que cela ne signifiait pas que le régime était en passe d'être rejeté par les jeunes générations, arguant du fait que la fête de la Révolution Islamique est fêtée par toutes et tous.



Les manifestations de fin décembre et début janvier, qualifiées « d'anti-régime » par la plupart des médias, et ayant fait 25 morts.

Sur le conflit israélo-palestinien, il a finalement indiqué qu'il était pour l'auto-détermination des peuples et des discussions autour de la table, non sans rappeler les souffrances des Palestiniens. Il a proclamé sans ambages l'absence de merci vis-à-vis du terrorisme, en omettant de répondre aux questions des députés sur les droits de l'homme et les exécutions capitales, les renvoyant dos-à-dos avec l'Arabie Saoudite à qui il lui semble qu'on lui reproche moins les mêmes conduites, et a rappelé qu'un membre haut-placé du PKK est en Allemagne, organisation classée par l'Iran, sans compter l'Union Européenne et les Etats-Unis, comme terroriste.

Par Marin Sorasso-Bluem